

EHESS

L'Afrique de l'Ouest bloquée: L'économie politique de la colonisation 1880-1970 by Samir Amin

Review by: B. Kayser

Études rurales, No. 48 (Oct. - Dec., 1972), pp. 176-177

Published by: [EHESS](#)

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/20120379>

Accessed: 25/06/2014 05:19

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at

<http://www.jstor.org/page/info/about/policies/terms.jsp>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.



EHESS is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Études rurales*.

<http://www.jstor.org>

agricole et de la société rurale. Il se présente avec le solide appareil d'annexes, de notes, de bibliographie et d'index qui fait l'honneur de l'édition anglo-saxonne : de telles commodités compensent largement le désagrément de rencontrer des coquilles dès qu'un titre ou une phrase sont cités en français. Sous un faible volume, c'est un instrument utile pour situer les principales étapes de l'« autogestion » à ses débuts : des biens vacants aux nationalisations, du spontanéisme des ouvriers livrés à eux-mêmes au socialisme d'entreprise. Et le livre restitue assez bien les tâtonnements, les enthousiasmes et les déceptions de cette grande expérience collective. Mais l'auteur s'est malheureusement contenté, à propos de la période coloniale, d'approximations qui déparent son ouvrage : Jules Ferry est ainsi qualifié d'*historien* (p. 21) ; et l'on regrette que la nécessité de faire court aboutisse à des formules hâtives : « la Zone Autonome, dans la Casbah d'Alger, était gérée [pendant la guerre de libération]... suivant des principes tirés des révolutions française et soviétique » (p. 37), ou bien : « la majorité [de la population européenne] partit en France ; d'autres en Espagne et en Corse » (p. 169).

L'étude de T. Tidafi appartient justement à la génération d'ouvrages dont T.L. Blair salue (p. 157) l'apparition. Elle est solide et d'un grand intérêt, tant sur le plan documentaire que sur le plan théorique. L'essentiel est consacré à l'analyse des cadres institutionnels de l'agriculture. D'une part l'autogestion est présentée à travers les résultats d'enquêtes officielles de 1964 : on constatait alors une coupure entre les tâches d'exécution et de gestion et le mauvais fonctionnement des organismes de l'autogestion ; il est vraisemblable que ces constatations ne sont pas étrangères à la réorganisation de l'autogestion agricole par une ordonnance de décembre 1968. D'autre part, l'étude du secteur agricole traditionnel conduit à la conclusion que la réforme agraire est nécessaire : 430 000 exploitations ont moins de 10 ha, 200 000 plus. On sait que, par ordonnance de novembre 1971, la réforme agraire a été décidée et que, six mois plus tard, les premières coopératives de bénéficiaires ont reçu des terres dont la propriété éminente est réservée à l'État. Évaluant le surplus de ressources qui pourrait être dégagé grâce à la réforme agraire, l'auteur souligne aussi la nécessité de reconstituer le fond pour y rétablir un équilibre ruiné par une exploitation médiocre des terres cultivables ou des terrains de parcours et rappelle que l'agriculture algérienne, marquée par le sous-emploi et le chômage, doit prendre appui sur une industrie nationale.

Cette étude est soigneusement documentée et, à lire la « Charte de la Révolution agraire », on imagine qu'elle n'a pas été inutile pour la mise en route de la réforme en cours.

P.-Y. PÉCHOUX

Samir AMIN, *L'Afrique de l'Ouest bloquée : l'économie politique de la colonisation 1880-1970*. Paris, Éd. de Minuit, 1971, 322 p., bibl.

Ce nouveau livre de Samir Amin est un véritable manuel, d'une clarté et d'une richesse rares, qui fait comprendre, à travers l'histoire des colonies, la situation économique et sociale actuelle des neuf pays de l'Afrique francophone de l'Ouest : un ouvrage indispensable, plus encore qu'aux africanistes, à tous ceux qu'intéresse le destin du monde actuel.

« Le morcellement de l'espace économique dont a été victime l'Afrique de l'Ouest la contraint inéluctablement au maintien des structures et des politiques de la mise en valeur coloniale, lesquelles engendrent non moins inéluctablement la domination extérieure et le sous-développement », conclut Samir Amin de son étude, et cette conclusion est amenée par une série de chapitres d'une sobriété et d'une densité remarquables.

La première partie, qui traite de la mise en valeur « extravertie », présente une typologie intéressante des États dont les caractères saillants et originaux sont énergiquement soulignés : pays intensément mis en valeur (Sénégal, Côte-d'Ivoire et autrefois Ghana), petites nations à économies minières d'enclave (Mauritanie et Guinée), pays précocement bloqués (Togo et Dahomey) et « réserves non exploitées » (Soudan, Niger, Haute-Volta). Dans la seconde partie, c'est la politique économique de ces pays qui est analysée : politique libérale des « pays riches » (Sénégal, Mauritanie, Côte-d'Ivoire), les seconds ne devant pas tarder à connaître la crise permanente des finances publiques et de balance des paiements du premier, politique non moins libérale des « pays pauvres » (Haute-Volta, Niger, Dahomey, Togo), tentatives dirigistes à prétention socialiste conduisant à l'impasse inflationniste (Mali, Guinée, Ghana).

Ce grand livre porte, dans son introduction, un message qu'il importe d'amplifier. Pour Samir Amin, l'éclairage historique est indispensable à la compréhension des problèmes économiques et sociaux actuels de l'Afrique. Mais cet éclairage est défaillant, moins par la faute de la pauvreté documentaire que par celle du système universitaire et de l'isolement : « ... d'un côté quelques médiocres histoires événementielles... de l'autre des descriptions économiques statiques et vite dépassées. Le désert universitaire a favorisé chez les hommes de la pratique le mépris de la culture, confondu avec le verbiage de salon qui en tenait lieu. Dans les pays développés, l'appel du technocratisme a trouvé dans l'économisme un allié naturel. Transposé outre-mer, celui-ci en devenait la version appauvrie, l'imitation servile des modes changeantes et l'emploi sans discernement des outils. L'histoire économique des pays francophones d'Afrique reste à écrire. »

B. KAYSER

C. ROBINEAU, *Évolution économique et sociale en Afrique centrale : l'exemple de Souanké (R. P. Congo)*. Paris, ORSTOM, 1971, 215 p., fig., cartes, photos (Mémoires de l'ORSTOM, 45).

Claude Robineau, directeur de recherches à l'ORSTOM, publie dans ce mémoire les résultats des enquêtes menées en 1963-64 dans la région forestière et cacaoyère du nord du Congo-Brazzaville. Mais il fait bien plus que cela : il livre une analyse originale et profonde, d'un niveau rarement égalé, des problèmes typiques de développement posés au sein de populations reculées et dispersées. Disons-le sans ambage : ce livre est à la fois un modèle méthodologique et un apport considérable à la connaissance et à la réflexion théorique.

Pourtant, la population étudiée, dans quelques villages situés autour de la sous-préfecture de Souanké, est peu nombreuse et ne s'accroît guère : les groupes appartenant aux ethnies Djem et Bakwélé ne comptent que quelques milliers d'individus, répartis